

Israël-Palestine, l'équation à un Etat



Ahed Tamimi et son père, Bassem Tamimi, chez eux, à Nabi Saleh, le 18 septembre. TANYA

HABJOUGA/NOOR POUR « LE MONDE »

Clothilde Mraffko

Après l'échec des accords d'Oslo, qui prônaient la création d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël, germe peu à peu, de la Méditerranée au Jourdain, l'idée d'un seul Etat pour tous, binational

JÉRUSALEM - correspondance

Au nord de Ramallah, perché sur des collines rocailleuses face à une colonie israélienne, le village de Nabi Saleh est un symbole de la résistance non armée palestinienne. De 2009 à 2016, les habitants ont organisé, chaque vendredi, des manifestations pacifiques, filmé les attaques des soldats et des colons israéliens, les terres confisquées... La sédition telle que la professe l'Autorité palestinienne (AP) en Cisjordanie : s'obstiner, sans armes ni moyens, pour regagner quelques bouts de terrain face aux Israéliens – ou plutôt, ne pas trop en perdre. Bassem Tamimi y a consacré sa vie. Aux murs de son salon sont accrochés plusieurs portraits de sa fille, Ahed, boucles blondes et regard bleu perçant, célèbre pour avoir giflé un soldat israélien en 2017. De génération en génération, les formes de la lutte sont les mêmes, mais le but a changé.

« [Lorsque les accords d'Oslo ont été conclus en 1993], je voyais la solution à deux Etats comme une possibilité de me libérer de la colonisation israélienne », explique le père d'Ahed, né en 1967, année de l'occupation de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et de Jérusalem-Est. Dans la prison israélienne où il est alors incarcéré, les discussions entre militants palestiniens sont animées. Certains mouvements sont opposés aux accords de paix. Les dirigeants palestiniens ont fait, avec Oslo, un pari risqué : ils ont abandonné l'ambition de reprendre toute la Palestine historique, de la Méditerranée au Jourdain, dans l'espoir d'obtenir un Etat indépendant sur les territoires occupés en 1967. Mais le processus de paix s'est

enlisé, les colonies israéliennes se sont étendues et, vingt-sept ans plus tard, Donald Trump a porté un dernier coup fatal, en ouvrant la voie à l'annexion par Israël d'une partie de la Cisjordanie.

« On s'est trompés. Nous n'aurions jamais dû abandonner la Palestine historique », regrette M. Tamimi. Libérer les territoires occupés en 1967 ne résoudra rien, estime-t-il, à rebours du credo des chancelleries européennes et des dirigeants de l'AP, repris en chœur par les pays arabes. Le militant du Fatah, le mouvement du président Mahmoud Abbas, se bat désormais pour un seul Etat, où Juifs et Palestiniens vivraient ensemble, jouissant des mêmes droits. Il y est venu par Ahd. « Elle et ceux de sa génération disent : "Nos pères ont fait confiance au monde et à Israël. Ils ont abandonné 78 % de la Palestine et n'ont rien obtenu. Notre génération va-t-elle faire la même chose ? Va-t-on être emprisonnés ou mourir pour 22 % du territoire ?" Les jeunes disent non. Ils veulent lutter pour 100 % des terres. »

Ces propos sont symptomatiques d'un changement plus profond. Fin 2018, les Palestiniens de Cisjordanie, de Jérusalem-Est et de la bande de Gaza n'étaient plus que 43 % à croire à une solution à deux Etats, selon un sondage du Palestinian Center for Policy and Survey Research. Rares sont ceux qui, comme Ahd et ses amis de Nabi Saleh, continuent de se battre. Les Palestiniens de la « génération Oslo » sont de moins en moins nombreux à croire qu'ils ont le pouvoir de changer leur destin. Beaucoup se contentent de survivre, résignés à voir Israël grignoter peu à peu la Cisjordanie, les laissant sans statut.

Crises de foi

De l'autre côté de la « ligne verte », Palestiniens et Israéliens cohabitent déjà. Awad Abdelfattah, ancien secrétaire général du parti arabe israélien Balad, a un passeport bleu, frappé du symbole de la ménorah, le chandelier juif à sept branches : sur le papier, il est israélien. Son Etat le définit comme un Arabe israélien, lui se perçoit comme un Palestinien, dont les ancêtres sont restés sur leurs terres en 1948, à la création de l'Etat d'Israël. Haïfa, la grande ville mixte du nord du pays où il reçoit, est érigée en modèle de coexistence. *« La municipalité exerce un racisme plus dissimulé. Les quartiers arabes sont à l'abandon. C'est peut-être moins flagrant qu'à Jérusalem, mais c'est le même problème : c'est une société de colons »,* nuance l'intellectuel de 63 ans à la moustache soigneusement taillée, installé au café Fattoush, haut lieu de la vie culturelle palestinienne, dans le centre d'Haïfa.

Lui a défendu toute sa vie l'idée d'un seul Etat : *« Oslo a divisé les Palestiniens. Ce n'est pas rien : l'unité était la force du peuple palestinien. »* En réduisant le spectre de ce peuple aux seuls territoires occupés en 1967, les accords ont jeté dans l'oubli les Arabes israéliens et les descendants des réfugiés qui ont fui ou ont été chassés en 1948 – la question a été renvoyée à des négociations ultérieures qui n'ont jamais eu lieu. Aujourd'hui, Israël est *« un Etat colonial plus brutal que l'Afrique du Sud »,* considère M. Abdelfattah. Selon lui, soit le statu quo perdure et conduira à terme à un bain de sang, soit la nature de l'Etat israélien change pour inclure tous les habitants de cette terre, sur un même pied d'égalité.

En 2017, avec d'autres intellectuels et militants, juifs et palestiniens, il a lancé la Campagne pour un Etat démocratique unique (One Democratic State Campaign, ODSC), qui défend notamment le droit au retour des réfugiés palestiniens. *« On ne demande pas à ce que les Juifs partent, poursuit-il. On ne restaurera pas la Palestine comme avant. Mais la solution à deux Etats équivaut à une capitulation. Avec un Etat, on fait un compromis, on accepte que les Juifs se joignent à nous. Le but est de changer le rapport de force. »* L'intellectuel l'admet : il ne sera sûrement plus de ce monde pour contempler le fruit de ses efforts. La cause palestinienne est en recul. Ce n'est, pour lui, qu'un orage de passage, l'un des symptômes de la reprise en main des régimes conservateurs dans la région, avec l'écrasement des « printemps arabes ». *« La contre-révolution n'a pas complètement réussi, et les peuples arabes voient toujours la cause palestinienne comme leur cause »,* espère-t-il.

Que des Palestiniens défendent l'équation à un Etat n'est pas nouveau. Avant Oslo, c'était le seul horizon souhaité. Après Oslo, le mouvement islamiste Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, a continué de soutenir cette idée, sous des modalités différentes, pour ne l'abandonner qu'en 2017. Le débat gagne aussi du terrain côté israélien. L'idée d'un Etat binational entre pourtant en contradiction avec le projet sioniste d'un Etat pour le peuple juif. En 2018, le gouvernement a inscrit dans une loi, ayant valeur de texte constitutionnel, la définition d'Israël comme Etat-nation du peuple juif. Le paradigme repose sur un subtil équilibre : sur 9,2 millions d'Israéliens, 74 % sont juifs. Cette majorité permet à Israël de rester démocratique tout en préservant son caractère juif.

L'incorporation des 3 millions de Palestiniens de Cisjordanie et de Jérusalem-Est et des 2 millions de

Gazaouis – sans compter les 6 millions de réfugiés palestiniens dans le monde – renverserait la démographie du pays. A moins de renoncer à son caractère démocratique, Israël ne serait plus un Etat juif. Le penseur sioniste américain Peter Beinart a longtemps refusé ce scénario. Les promesses israéliennes d'annexion de la Cisjordanie l'ont fait changer. Cet ardent défenseur de la solution à deux Etats a signé une tribune dans le *New York Times*, le 8 juillet : « *Je ne crois plus en un Etat juif, écrit-il. Israël-Palestine peut être un foyer juif tout en étant, également, un foyer palestinien.* »

Jeff Halper a eu, lui aussi, une sorte de crise de la foi, il y a une dizaine d'années. « *Tout a commencé dans les milieux universitaires, pas sur le terrain via des militants comme nous* », résume ce militant de la paix, installé en Israël depuis cinquante ans. Quand les études postcoloniales – apparues dans les années 1980 – ont pris de l'ampleur outre-Atlantique, des chercheurs s'en sont emparés pour lire la situation en Israël. Dans leur sillage, M. Halper a réalisé qu'il ne s'agissait pas d'un « *conflit entre deux parties, avec une certaine symétrie* ». « *Une fois que l'on comprend que c'est une entreprise de colonisation, il n'y a plus deux parties ! Le colonialisme est unilatéral. Quand les sionistes ont envahi ce pays, ils n'ont rien demandé aux Palestiniens, ils n'ont pas parlé avec eux* », résume celui qui est aussi l'un des coordinateurs de l'ODSC.

Travail de mémoire

Pour sortir de l'impasse de la solution à deux Etats, le militant israélien martèle qu'il faut réinjecter de la politique dans le débat. « *Il nous faut un but. Si [le premier ministre, Benyamin] Nétanyahou vient nous voir aujourd'hui et nous demande : "Ok, alors que voulez-vous ?" Nous n'avons rien à répondre. Défendre les droits de l'homme n'est pas un but, ça dépolitise la lutte, les dirigeants palestiniens n'ont pas d'horizon politique défini. C'est là où Israël gagne.* » D'un geste, M. Halper désigne les badauds qui flânent aux terrasses de Jérusalem-Ouest. « *Oublie les Israéliens, ils ne se battront pas. Le statu quo leur profite. Notre défi, c'est de convaincre les Palestiniens et la communauté internationale* », dit-il.

MM. Abdelfattah et Halper sont-ils des utopistes ? Est-il possible, aujourd'hui, de construire un Etat commun, alors que l'opinion israélienne n'a jamais été aussi à droite, que les nouvelles générations de part et d'autre de la « ligne verte » ne se mêlagent plus et que la bande de Gaza est étouffée par le blocus israélien ? Depuis Jaffa, la jumelle arabe de Tel-Aviv, Rachel Beitarie pense que tout commence par un patient travail de mémoire. Avec son organisation, Zochrot – « souvenirs », en hébreu –, cette Israélienne de 45 ans espère « *décoloniser* » les esprits de ses concitoyens juifs. Elle rêve que les Israéliens « *soient partie prenante de la solution et appartiennent à une société palestinienne démocratique* ». « *Mais, pour que cela se produise, ajoute-t-elle, nous devons abandonner notre état d'esprit de colonisateurs. Nous devons reconnaître l'humanité des Palestiniens. Nous devons reconnaître qu'il y a eu de nombreux mensonges et désapprendre ce que nous avons appris.* »

Le problème, estime-t-elle, ne remonte pas à 1967, mais à 1948, à ce que les Palestiniens appellent la Nakba – « catastrophe », en arabe. Avant même la création d'Israël, des centaines de villages palestiniens ont été détruits par des milices sionistes, quelque 700 000 Palestiniens ont fui ou ont été chassés de chez eux. L'historien israélien Ilan Pappé a démontré que ce plan avait été patiemment élaboré par les dirigeants sionistes, dont le futur premier ministre israélien David Ben Gourion. Pourtant, « *beaucoup d'Israéliens ignorent qu'il y a eu un nettoyage ethnique dont les conséquences continuent aujourd'hui. Il y a un profond déni* », explique la directrice de Zochrot.

Par des visites des ruines des villages palestiniens, des cartes de la Palestine historique, des discussions sur le retour des réfugiés et des archives mêlant récits de Palestiniens et de soldats israéliens, Zochrot tente de renverser le discours dominant en Israël. Les premiers signes d'une transformation sont déjà là, assure M^{me} Beitarie. « *Il y a un important changement dans les communautés juives à l'étranger et aux Etats-Unis. On pense désormais hors des œillères de la solution à deux Etats. J'espère que cette conversation va se poursuivre* », dit-elle enthousiaste. L'organisation a déjà imaginé comment les réfugiés palestiniens pourraient être réinsérés dans un futur Etat binational. « *On doit être prêts, on ne sait jamais où l'histoire peut nous mener* », conclut M^{me} Beitarie dans un sourire.